

*Initiatives ministérielles*

pour expédier le grain à Saint John et à Halifax est rentable. Elle permettrait aux deux réseaux d'établir des tarifs fondés sur leur mode le plus efficace d'exploitation. Cependant, pour être rentable, il faudrait le plein appui de la Commission canadienne du blé et la promesse d'offrir les wagons-trémies de l'État dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues dans la Loi sur le transport du grain de l'Ouest. Cela ne serait pas si mal!

Le transport maritime des céréales fourragères du plan C à destination de Halifax ou de Saint John serait le plus économique en vertu de ce plan. L'élimination du droit compensateur sur le maïs des États-Unis permettrait aux éleveurs de Saint John et de Halifax de profiter de la capacité des navires pour le voyage de retour en acheminant du maïs américain des ports de l'Atlantique. Les éleveurs locaux auraient alors le choix de s'approvisionner en maïs auprès de fournisseurs canadiens ou américains selon les conditions du marché et donneraient du travail aux éleveurs de la région.

Les installations de manutention de grain à l'élevateur de Saint John ne peuvent fonctionner actuellement, faute de l'équipement nécessaire pour décharger les navires. Une telle situation serait intolérable dans les ports des Grands Lacs. Si le port disposait des installations nécessaires à la réception de céréales transportées par navire, on pourrait offrir des services qu'on ne peut offrir actuellement, comme la réception de maïs des États-Unis ou le transbordement des céréales canadiennes destinées à l'exportation directement des navires des lacs.

• (1830)

Que dire du maintien du port de Halifax pour l'expédition de la farine à l'étranger? On devrait profiter pleinement des avantages naturels de Halifax pour ce genre de cargaison. On propose aussi de permettre l'importation de céréales fourragères d'autres pays. Cela augmenterait la quantité de céréales manutentionnées aux éleveurs de Halifax et Saint John, si l'occasion se présentait, et contribuerait à la rentabilité globale de leurs opérations.

Le programme du tarif de l'Est aura un retentissement important sur plusieurs secteurs industriels de la région de l'Atlantique, y compris l'élevage, la meunerie et le transport ferroviaire. L'annulation de ce programme compromet sérieusement l'avenir des éleveurs à grain de Halifax et de Saint John.

Il faut absolument examiner ces solutions de rechange, de même que celles qui ont été proposées par d'autres intéressés, et trouver le moyen de garantir l'exploitation des éleveurs à grain de Halifax et de Saint John.

En dépit du mépris total dans lequel le gouvernement tient le Parlement, j'avance cette proposition mise au point par la Commission de transport des provinces de l'Atlantique dans le fol espoir que le gouvernement adopte des solutions de rechange raisonnables et sérieuses. Mais ces gens-là n'ont retenu aucune des autres propositions exprimées jusqu'à maintenant. Je n'en demande pas moins au gouvernement, que dis-je, je ne l'en supplie pas moins d'entendre celles-ci et de tenir véritablement compte des intérêts de la région canadienne de l'Atlantique, qui fait encore partie du Canada. Elle fait toujours partie de la confédération canadienne, même si le gouvernement fait tout son possible pour l'en chasser.

Pendant que le premier ministre, le ministre du Commerce extérieur, le ministre de la Défense nationale, la ministre de l'Emploi et de l'Immigration et le ministre des Finances s'acharnent contre nos programmes sociaux, nos bases militaires, nos pêches et notre mode de vie, que font les députés conservateurs de l'Atlantique? Où se cache le ministre des Anciens combattants? Où est le ministre de l'Expansion régionale? Que fait-il?

Que pouvons-nous attendre de ces gens qui ont trahi leur mandat et leur peuple? Ils ont laissé tranquillement le gouvernement s'en prendre à la région de l'Atlantique après la répression wilsonienne. Ils n'ont pas su sauver les bases militaires de la région de l'Atlantique ni d'ailleurs les autres qui étaient menacées au Canada.

Ils ont laissé la Société canadienne des postes passer outre à la volonté du peuple. En voilà une autre qui tyrannise notre pays.

Le temps passe, et les habitants du Canada atlantique ont une très bonne mémoire. Je tiens à dire à mes collègues d'en face qu'ils n'ont plus de temps à perdre. Qu'ils commencent tout de suite à lutter pour leur région, pour l'infrastructure, ou du moins ce qui en reste, et surtout pour les gens.

Les habitants du Canada atlantique en ont assez du gouvernement conservateur. Ils en ont assez de se faire trahir. Aucune des promesses qui leur a été faites n'a été tenue. De toutes les promesses qui ont été faites, et il y en a eu beaucoup au cours des deux dernières campagnes électorales, je ne peux pas en trouver une seule qui ait été tenue. Il est grand temps que le gouvernement commen-